



Le premier ministre britannique invoque le militarisme et la guerre pour plaider en faveur de rester dans l'UE

Par [Julie Hyland](#)

Mondialisation.ca, 13 mai 2016

WSWS.org

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Dans un discours présenté en faveur de la «paix», tout l'argument du premier ministre David Cameron pour que la Grande-Bretagne reste dans l'Union européenne (UE) visait en fait à préparer la guerre.

Prenant la parole au British Museum lundi, le chef du Parti conservateur a énoncé ce qu'il décrit comme un «grand enjeu patriotique passionné» pour les électeurs soutenant le maintien du Royaume-Uni dans l'UE lors du référendum du 23 juin. Tout en prétendant «respecter» le point de vue des partisans du Brexit (British Exit – la sortie de l'UE par la Grande-Bretagne), il a néanmoins fait une attaque belliqueuse contre eux – surtout ceux de son propre parti – les dénonçant pour mettre en danger non seulement «l'intérêt national» de la Grande-Bretagne, mais aussi l'avenir de l'OTAN et la sécurité de l'Occident.

Cameron a fait comprendre qu'il ne parlait pas qu'au nom du Royaume-Uni, mais bien de toutes les grandes puissances impérialistes. Rappelant l'intervention publique du président Barack Obama pour un vote de maintien du Royaume-Uni dans l'UE lors de sa visite à Londres du 22 avril, Cameron a déclaré que le président américain avait «clairement» fait connaître le point de vue de «notre principal et indispensable allié, garant de notre sécurité... comme seuls les plus vieux et meilleurs des amis le peuvent».

Le soutien au vote pour le maintien dans l'UE est «clairement la vision» de tous les «alliés» du Royaume-Uni, a-t-il déclaré, qu'il s'agisse de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et du Japon, ou des nouveaux partenaires commerciaux et stratégiques importants de la Grande-Bretagne que sont la Chine et l'Inde...»

Le secrétaire général de l'OTAN a déclaré qu'une Europe affaiblie et divisée serait «mauvais pour la sécurité et mauvais pour l'OTAN», a poursuivi Cameron. Au cours de la fin de semaine, les anciens chefs de renseignement britannique Sir John Sawers (MI6), et Lord Jonathan Evans (MI5), ont ajouté leurs voix aux appels lancés par les anciens chefs militaires de Grande-Bretagne pour un vote pour le maintien dans l'UE. «L'adhésion du Royaume-Uni à l'UE n'est pas qu'une question de coopération au jour le jour, c'est aussi une question de stabilité pour tout notre continent», a déclaré Sawers.

Les considérations militaires ont dominé les propos du premier ministre. Les arguments économiques présentés par ses adversaires en faveur d'un vote pour quitter l'UE ont été traités plus brièvement, Cameron les accusant de «sauter dans l'inconnu» en ne disant pas

ce qui remplacerait les relations commerciales du Royaume-Uni avec l'UE.

Même si Cameron a parlé du risque de revenir «à l'ère des nationalismes concurrents en Europe» avec la sortie du Royaume-Uni de l'UE, sa présentation des relations entre la Grande-Bretagne et l'Europe était entièrement centrée sur la glorification des conflits internationaux passés.

Selon Cameron, le Royaume-Uni a façonné l'histoire européenne pendant 2 000 ans, entièrement par la guerre. «Des légions de César aux guerres de Succession d'Espagne, puis des guerres napoléoniennes à la chute du mur de Berlin», la Grande-Bretagne a contribué à écrire l'histoire de l'Europe, a-t-il dit, avant de se mettre à énumérer les batailles militaires menées contre la France et l'Allemagne de 1704 à la Deuxième Guerre mondiale.

Évoquant Churchill, Cameron a parlé du «caractère du peuple britannique», de «cette nation insulaire», de «l'histoire de notre île», de combien elle est «spéciale, différente et unique», notamment pour «ne pas avoir été envahie pendant près de mille ans».

«Mon cœur bat avec fierté, a-t-il renchéri, chaque fois que j'entends le grondement du moteur d'un Spitfire», un avion utilisé pour combattre la Luftwaffe allemande durant la Deuxième Guerre mondiale.

L'exaltation du patriotisme et du militarisme britannique par Cameron n'était pas destinée qu'à la population britannique. Elle visait également à rassurer Washington que la bourgeoisie britannique reste son atout le plus précieux pour veiller à ce que l'UE continue de suivre la ligne des États-Unis, surtout en ce qui concerne le militarisme et la guerre.

Les années qui ont précédé l'entrée du Royaume-Uni dans la Communauté économique, puis européenne en 1973, ont vu les gouvernements britanniques présider «un repli constant de notre rôle dans le monde, découlant de notre faiblesse économique», a-t-il dit. La crise de Suez en 1956 - une intervention militaire britanno-française tentée en Égypte - a causé l'humiliation de la Grande-Bretagne et l'a forcée de battre en retraite suite aux instructions des États-Unis, abandonnant alors également «nos porte-avions».

«Débutant avec la transformation de notre économie par Margaret Thatcher, en 1979, nous avons alors changé de cap pour le mieux, a-t-il poursuivi. Le Royaume-Uni a en conséquence mené les guerres d'Irak, des Malouines, de l'Afghanistan et de Syrie, établissant des bases militaires permanentes dans le Golfe, effectuant des missions aériennes de maintien de l'ordre dans les Pays baltes, renouvelant sa force de dissuasion nucléaire indépendante, et construisant deux nouveaux porte-avions, les plus grands navires de guerre que la Royal Navy ait jamais mis à la mer.»

C'est le statut de membre du Royaume-Uni à l'UE, de même que de l'OTAN et du Commonwealth, et grâce aux Accords de défense des cinq puissances (Five Power Defence Arrangements) conclus notamment avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui ont permis «l'amplification» de la puissance britannique soutient Cameron.

Tel fut le préambule de sa mise en garde d'une nouvelle menace existentielle pour le continent européen. Il a demandé de façon rhétorique: «Mais est-ce que la paix et la stabilité sur notre continent sont assurées sans l'ombre d'un doute?»

Bien qu'il ait cité la menace terroriste posée par l'État islamique pour justifier un nouvel

assaut sur les droits démocratiques à la grandeur de l'Europe, il a précisé que le principal danger était ce qu'il a décrit comme la «nouvelle Russie belliqueuse».

À peine 20 ans se sont écoulés depuis la guerre dans les Balkans, a-t-il dit, et, tout récemment encore, «nous avons vu des chars rouler en Géorgie et en Ukraine». Ces menaces nécessitent une «approche commune des démocraties européennes», a-t-il poursuivi, évoquant la Guerre froide et la formation de l'OTAN sous l'égide des États-Unis, contre l'Union soviétique en 1949.

La sortie du Royaume-Uni de l'UE signifierait «l'abandon des Polonais, des Tchèques, des États baltes et des autres pays d'Europe centrale et orientale qui ont languï si longtemps derrière le Rideau de fer». Ces États «voient avec consternation la perspective que la Grande-Bretagne puisse quitter l'UE. Ils regardent ce qui se passe à Moscou avec alarme et inquiétude.

«C'est le temps de soutenir la force du nombre. Maintenant est le pire moment possible pour la Grande-Bretagne de mettre tout cela en péril. Seuls nos adversaires en bénéficieraient.»

La présentation de Cameron est une distorsion de la réalité. La liquidation de l'Union soviétique par la bureaucratie stalinienne en 1991 a été le signal de la ruée des grandes puissances, les États-Unis en tête, pour récupérer l'accès aux territoires, aux matières premières, à la main-d'œuvre et aux marchés qu'elles avaient perdus suite à la Révolution d'octobre 1917.

L'éclatement de la Yougoslavie et les guerres qui ont suivi dans les Balkans dans les années 1990 ont été précipités par les puissances de l'OTAN - surtout par les États-Unis et l'Allemagne. Sous la bannière de «l'intervention humanitaire» et de «l'autodétermination des nations», ils ont encouragé les conflits intercommunautaires et bombardé la Serbie - visant à transformer les Balkans en un protectorat de facto de l'OTAN.

De la même façon en Ukraine, ce sont les États-Unis et l'Union européenne qui ont incité le putsch droitiste de 2014 à Kiev pour installer un virulent régime antirusse.

Cette course à l'encerclement, à l'affaiblissement et finalement au démembrement de la Russie se traduit par la plus grande remilitarisation qu'a connue l'Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. La semaine dernière seulement, Washington a profité de la passation de commandement de son quartier général européen basé en Allemagne pour intensifier ses provocations contre Moscou, en préparant notamment le déploiement d'un troisième groupe tactique américain constitué d'une brigade blindée près de la frontière russe et l'allocation d'encore plus de fonds pour acquérir du «matériel de guerre».

Décrivant la «Russie résurgente» comme une menace encore plus grande aux intérêts américains que le terrorisme, le général Curtis Scaparrotti nouvellement installé a déclaré que les quelque 60.000 soldats américains déployés en Europe doivent être prêts «à combattre le soir même si jamais un jour la dissuasion échouait».

Cameron s'est montré pleinement solidaire avec ces menaces contre la Russie. Il a ainsi averti que si la Grande-Bretagne n'était plus membre de l'UE, il n'y aurait aucune garantie que Washington et l'OTAN puissent continuer de compter sur un futur soutien européen dans ces provocations. Il y a un «risque réel de réponse européenne faible et de scission

entre les États-Unis et l'Europe» en réponse à la crise en Ukraine, a-t-il dit. Mais la Grande-Bretagne a injecté «de l'acier dans l'action de l'Europe», veillant à l'imposition de sanctions efficaces de l'UE contre la Russie, et assurant du coup «l'unité fondamentale entre l'Europe et les États-Unis face à l'agression russe».

Le Royaume-Uni a joué le même rôle en faisant pression pour l'imposition d'un embargo pétrolier «plus dur» de l'UE contre l'Iran.

Bien qu'il ne le précise pas explicitement, les allégations de Cameron sont dirigées contre la France et l'Allemagne.

Sans le statut de membre du Royaume-Uni, il n'y aurait personne pour empêcher l'Europe de «devenir un bloc protectionniste» ou de «pousser pour l'union politique», a déclaré Cameron.

Si le vote de sortie l'emporte, le Royaume-Uni se retrouvera «isolé», alors que les dirigeants de l'Allemagne, de la France, de l'Italie, «les Maltais, les Slovaques, les Tchèques, les Polonais et les Slovènes» prendront des décisions qui «auront une incidence directe sur la Grande-Bretagne» - l'implication d'un tel propos étant qu'on ne peut faire confiance à aucun d'entre eux.

Julie Hyland

Article paru d'abord en anglais, WSWS, le 10 mai 2016

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Julie Hyland](http://jhyland.com), wsws.org, 2016

Articles Par : [Julie Hyland](http://jhyland.com)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca